



PPP – Ne laissons pas le SCFP dire n'importe quoi!
Françoise Bertrand, présidente-directrice générale
Fédération des chambres de commerce du Québec

Nous sommes témoins depuis quelques semaines d'une guerre en bonne et due forme contre les PPP sur toutes les tribunes : affichage, publicités, communiqués. À écouter le SCFP, la menace est grande.

Le message porté par le Syndicat de la fonction publique est en effet fort inquiétant, à les entendre, les PPP sont une machination à grande échelle menée par tous les entrepreneurs privés (sans scrupules bien sûr) et nos gouvernements (corrompus il va de soit) pour nous voler et nous exploiter. Ces messages simplistes, que le SCFP n'arrive pas à étayer sur son site d'ailleurs, ne font que démontrer le mépris du syndicat envers l'ensemble de la population québécoise.

Désinformation

Nous avons toujours été ouverts et attentifs aux débats publics et nous avons toujours accueillis toutes les occasions de débattre sur le développement de nouvelles approches pour vivifier l'économie québécoise. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille laisser dire n'importe quoi.

Que le concept du PPP soit mal connu, mal compris des citoyens, soit. Que l'on soit en droit de se demander si cette approche est indispensable dans tous les projets d'infrastructures, il va de soit. Mais que l'on rejette toute forme de partenariat d'un seul bloc? Non. Devons-nous rappeler que des projets importants, notamment au niveau d'infrastructures routières, resteraient des années encore dans les cartons si le gouvernement ne pouvait s'associer avec le secteur privé. Le Québec a besoin, aujourd'hui plus que jamais que certains de ces projets voient le jour sans tarder si on ne veut pas laisser en héritage à nos enfants des routes délabrées et des hôpitaux dignes du tiers monde.

Rappelons aussi qu'un des avantages de la formule PPP est qu'il en résulte un réel partage du risque financier et opérationnel associé à la réalisation du projet. Ainsi, dans certains cas, et lorsque souhaitable d'un point de vue économique et financier, grâce aux PPP l'État ne supporte plus seul le risque de procéder au renouvellement des infrastructures publiques. Ce détail n'est pas négligeable quand nous savons tous pertinemment bien que le Québec n'a pas les moyens financiers nécessaires pour porter seuls ces grands travaux. En laissant les gens d'affaires faire ce qu'ils savent le mieux, c'est-à-dire réaliser des ouvrages de grande qualité tout en gérant de façon efficace les échéanciers et les budgets, c'est l'ensemble de la société québécoise qui en bénéficiera.

Au nom de qui parle le SCFP?

Dans son message anti-PPP, le SCFP conclut : « nous nous sommes là pour vous »...pour qui exactement? Pour les travailleurs syndiqués de la SCFP?

Rappelons que des projets porteurs, comme le pont de la 25 ou le parachèvement de la 30, impliqueront la contribution de nombreux travailleurs – des travailleurs en grande partie syndiqués – ce sont donc des projets créateurs d'emplois et de richesse pour la population. Selon des données récentes du ministère des Transports, le projet de l'autoroute 25 générerait quelque 5 505 emplois et le projet de l'autoroute 30 généreraient quant à lui quelque 16 650 emplois et ce, pendant tout le temps de leur réalisation. Que fait-on alors? On met le projet sur la glace et on attend que la providence y pourvoie?

Il est méprisant, envers les contribuables qui payent des impôts, les travailleurs et les entrepreneurs, de dénoncer toute solution qui pourrait nous permettre de collectivement un Québec plus fort, doté d'infrastructures de qualité.

Que veut la SCFP? Développer au Québec une culture de la peur? Peur de bouger, peur d'innover, peur de collaborer, peur de faire avances les choses? Peur de faire les choses différemment? Peur de faire mieux? La FCCQ répond. Arrêtons de se faire de fausses peurs. La FCCQ demande à la SCFP de ne pas prétendre parler au nom de tous quand elle parle au nom de ses membres!